

Compte-rendu
GROUPE DE TRAVAIL NATURA 2000
« GESTION, USAGES DE L'EAU ET MILIEUX NATURELS »
Le Thoronet, 30 juin 2011

Personnes présentes :

- Jean-Luc HINDRYCKX, représentant de SHEMA (filiale EDF)
- Christophe GARRONE, Maison Régionale de l'Eau
- Jean-Pierre JOURTAU, Syndicat des Eaux du Var Est (SEVE)
- Olivier BONNEFOUS, Fédération de Protection de la Pêche et des Milieux Aquatiques
- Anne THEVENOT, CG83, responsable du service Rivière et milieux aquatiques
- Olivier AUDA, CG83, technicien Argens, service Rivière et milieux aquatiques
- Fanny SEITZ, CG83, chargée de mission Natura 2000, service Rivière et milieux aquatiques

Absents excusés :

- Philippe ORSINI, Muséum d'histoire naturelle de Toulon
- Monsieur MORENON, Président du Syndicat intercommunal d'Aménagement Du Cours Inférieur de l'Argens (SIACIA)
- Stéphane THOLLON, Direction Départementale des territoires et de la Mer, service Environnement et Forêt

9h30 – Début de la réunion

Tour de table.

Ordre du jour :

1. Rappel de l'objectif : élaboration du programme d'actions du DOCOB (Tome 2)
 - but
 - conception (méthodologie)
 - ce qu'il comprend
2. Présentation rapide des différentes formes de contractualisation sur un site Natura 2000 (mesures) :
 - MAET
 - Contrats Natura 2000
 - Charte

3. Présentation des Fiches actions du Val d'Argens et des mesures qui sont proposées dans ces fiches : discussion et débats sur les mesures.

Objectifs de la réunion :

La précédente réunion de travail, qui s'est déroulée en avril, a permis de dégager des pistes d'actions pouvant être réalisées sur le site. Après le recueil de ces données et celles préconisées par les spécialistes de la faune et de la flore dans les études, l'opérateur a fait la synthèse des actions envisageables pour répondre aux objectifs de conservation de la biodiversité du Val d'Argens. Cette réunion a permis de présenter cette synthèse sous forme de fiches actions, de valider les mesures envisagées et de présenter au groupe celles qui pourraient faire l'objet de contrats dans le cadre de Natura 2000.

Présentation :

Cf. présentation en pj.

Rappel sur ces fiches actions :

- synthèse du recueil des actions envisageables discutées en groupes de travail (4 thèmes) et des actions préconisées par les spécialistes chargés des inventaires des espèces et des habitats d'intérêt communautaire
- but : atteindre les 12 objectifs de conservation identifiés sur le site du Val d'Argens (tome 1 du DOCOB)
- 17 fiches actions en cours d'élaboration
 - dont 5 fiches transversales, liées à l'animation du site par la future structure animatrice, liées aux études complémentaires et à la communication/information sur le site Natura 2000
 - et 12 fiches liées aux espèces et aux habitats : actions de gestion et recommandations
- les mesures proposées validées par les groupes devront ensuite être rédigées sous la forme d'un cahier des charges-type et précis (exemple dans la présentation)

Travail sur les fiches actions

Les mesures des 17 fiches sont abordées une par une. Les remarques sur certaines mesures sont retransmises dans ce compte-rendu.

A.1 Animer et faire une veille du site Natura 2000

Question : Qui prendra l'animation du site Natura 2000 ? Il n'y a pas d'autres structures qui aujourd'hui sont adaptées à l'échelle du Val d'Argens, mise à part le conseil général.

Réponse : il y aura un appel à candidature pour l'animation du site. Le département peut ou non être candidat. Puis, ce sera le COPIL qui validera.

A.2. Poursuivre l'acquisition de connaissances en vue d'améliorer la gestion globale du site

❑ Mesure : Améliorer les connaissances sur les Chiroptères.

Jean-Pierre JOURTAU (SEVE) : il y a des gîtes qui sont hors périmètre et qui mériteraient d'être protégés.

Réponse : oui , mais il faut être dans le périmètre pour mettre en place un contrat Natura 2000.

❑ Mesure : Amélioration des connaissances, inventaires plus fins et suivis des zones humides

Christophe GARRONE (MRE): y a-t-il possibilité de mettre en défens une zone humide ?

Réponse : oui, un contrat Natura 2000 prévoit de mettre en place ce type de mesure sur les habitats menacés par les piétinements par exemple : « Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès ». Elle sera prévue dans le DOCOB concernant certains habitats liés aux milieux humides ou encore sur les gîtes à chauves-souris. Les travaux et aménagement de cet engagement sont rémunérés.

Jean-Pierre JOURTAU (SEVE) : il faut bien connaître les zones humides car chacune a un fonctionnement différent.

Olivier BONNEFOUS (fédération de pêche) : il faut bien préciser que les plans d'eau constituent également des zones humides.

❑ Mesure : Suivre la dynamique du Blageon et de l'Ecrevisse à pattes blanches en tant qu'espèces indicatrices

Christophe GARRONE : il doit y avoir une erreur d'interprétation. Ce ne sont pas des espèces indicatrices.

Réponse : il semble que c'est pourtant ce qui a été dit au dernier groupe de travail. Mais le but ici est justement de bien reformuler les actions possibles.

Christophe GARRONE : la dynamique de l'écrevisse peut être intéressante à étudier car c'est une espèce fortement menacée. Par contre le Blageon est bien présent sur le site. S'il faut apporter des connaissances supplémentaires sur les espèces aquatiques, il faut le noter pour le Barbeau méridional avec le phénomène d'hybridation qui se produit avec le B. fluviatile. Phénomène qui menace fortement l'espèce.

Les populations de Barbeau méridional se trouvent hors du périmètre. Il est important que les autres sites Natura 2000 qui sont proches tiennent compte de cet enjeu.

Modifications de la mesure

- ✓ **Suivre la dynamique de l'Ecrevisse à pattes blanches**
- ✓ **Etudier le phénomène d'hybridation du Barbeau méridional avec le B. fluviatile**
- ✓ **Insister sur la cohérence des actions avec les sites en périphérie de l'Argens**

- ❑ **Mesure : Rechercher des habitats potentiels de la Cistude d'Europe sur le site**

Jean-Pierre JOURTAU : pourquoi seulement les habitats potentiels ?

Réponse : il n'y a pas eu d'inventaire spécifique mais suite aux observations régulières et aux consultations auprès des spécialistes, on sait que la Cistude est présente sur le site. Il est plutôt préconisé de préserver les habitats qu'elle pourrait utiliser.

Christophe GARRONE : pour information, la DREAL mène une étude pour identifier les espaces oubliés par les diverses démarches (N 2000, ZNIEFF, Réserves ...) mais qui présentent des espèces intéressantes. Le projet se nomme Stratégie de Choix des Aires Protégées (SCAP). La MRE participe à un groupe de travail de ce projet (travail sur les listes d'espèces régionales, la superposant aux cartes existantes, ...). C'est ainsi que, par exemple, la Cassole serait identifiée dans ce schéma, comme possédant un enjeu fort pour le Barbeau méridional.

A3. Sensibiliser, informer, communiquer

Pas de remarques particulières

A.4. Maintenir et renforcer la dynamique de concertation locale créée autour de Natura 2000 avec les usagers.

Pas de remarques particulières

A.5 Mettre en cohérence les actions de gestion à réaliser sur le site avec les plans d'actions existants et ceux des sites Natura 2000 périphériques

Pas de remarques particulières

B.1 Maintenir la dynamique naturelle et la biodiversité du corridor de végétation riveraine et alluviale (ripisylves et frênaies)

- ❑ **Mesure : Eviter le colmatage par les aménagements, ne pas artificialiser le lit du cours d'eau**

Jean-Pierre JOURTAU : Le terme « ne pas artificialiser » est un peu fort pour une recommandation.

Réponse : en effet, ce sera modifié.

Modification de la mesure

- ✓ **Eviter le colmatage par les aménagements, éviter d'artificialiser le lit du cours d'eau**

B2. Préserver les prairies de grande valeur biologique

- ❑ **Mesure : Ne pas combler les mares ou toute autre zone humide**

A la demande de ce groupe de travail, des précisions seront apportées dans le DOCOB pour décrire ce qu'est une zone humide.

B3. Maintenir et suivre la qualité des eaux superficielles

Jean-Pierre JOURTAU : il faut hiérarchiser les mesures.

Réponse : cela sera réalisé ensuite.

- ❑ **Mesure : Réhabilitation et entretien des canaux d'irrigation adapté à la faune et flore**

Accord dans la salle : cette mesure n'est pas vraiment adaptée à l'objectif.

Modification de la mesure :

La mesure est supprimée de la fiche B.3

- ❑ **Accord de la salle : il faut rajouter une mesure de restauration des milieux dégradés, notamment suite aux décharges, en bordure du cours d'eau.**

B4. Maintenir le fonctionnement naturel des cours d'eau pour garantir la diversité des habitats et espèces aquatiques associées

- ❑ **Mesure : Limiter les pertes en eau des cours d'eau pour éviter les étiages sévères et l'assèchement de certains tronçons**
 - **Réhabilitation et entretien des canaux d'irrigation adapté à la faune et flore**
 - **Préserver les zones de sources**

Jean-Luc HINDRYCKX (SHEMA) : Les prélèvements en eau sont-ils tous déclarés ?

Réponse : Il y a beaucoup d'associations syndicales autorisées (ASA), qui sont des associations d'adhérents utilisant les canaux d'irrigation. Les prélèvements en eau par ces ASA sont déclarés. Par contre il existe également des prélèvements directs dans le cours d'eau, ponctuels, mal connus en terme de quantité prélevée..

Jean-Luc HINDRYCKX : Nous savons que la DDTM doit réaliser une étude sur le sujet.

Réponse : En effet, c'est une étude de la DDTM portée par l'Agence de l'eau sur les bassins versants en déséquilibre quantitatif en lieu avec les prélèvements. L'objectif est d'étudier les impacts des prélèvements en eau et de proposer des solutions ; le but étant d'atteindre le bon état écologique en 2015.

Réponse : cette mesure est proposée en attente des résultats de cette étude. Il semble que les canaux auraient pour conséquence une perte significative de la quantité d'eau dans le cours d'eau et il serait intéressant de travailler sur une meilleure conciliation des usages .

Discussion dans la salle : certains canaux ne seraient plus adaptés aux besoins.

Accord dans la salle : il faudrait réadapter les canaux en fonction des besoins réels, afin que la quantité d'eau détournée par les canaux soit moins importante. Mais cet objectif présente une charge de travail importante.

Jean-Luc HINDRYCKX : Dans le cadre du nouveau titre administratif d'exploitation, l'usine d'Entraigues s'engage à travailler à niveau constant (au fil de l'eau). Il n'y aura plus de fonctionnement en éclusée.

Jean-Luc HINDRYCKX : Est-ce qu'Entraigues se trouve dans le périmètre Natura 2000 ?

Réponse : oui. Le site est utilisé par des colonies de chauves-souris, dont le Murin de Capaccini, en concentration d'importance nationale. Donc il y a une forte responsabilité pour préserver ce site.

Christophe GARRONE : parle au nom du Conservatoire des Espaces Naturels (CEEP). Le conservatoire fait un suivi régulier de ces colonies. Il y a une réflexion quant à la gestion de ce site (acquisition du site , gestion réglementaire , ...).

Olivier BONNEFOUS : il faut revoir l'intitulé de cette mesure, qui ne vise pas à limiter les pertes en eau des cours d'eau mais bien des réseaux d'irrigation

Jean-Luc HINDRYCKX : Pour information, SHEMA et la DDTM ont rencontré les irrigants ayant des droits d'eau sur l'aménagement d'Entraigues (Domaine d'Astros et canal des Moulins) ceux-ci devront s'engager à limiter les prélèvements en période d'étiage pour assurer le débit réservé du nouveau titre.

Modification de la mesure

✓ **Limiter les étiages sévères et l'assèchement de certains tronçons des cours d'eau :**

- Limiter les pertes en eau du réseau d'irrigation (réhabilitation et entretien des canaux d'irrigation)
- Préserver les zones de sources

❑ **Mesure : Prendre en compte la dynamique du cours d'eau lors des aménagements :**

- Limiter les modifications du régime hydraulique des affluents (ex : Cassole, Endre, ...)
- Etre vigilant sur le maintien des débits réservés (réglementation en place)
- Adapter les travaux en fonction des cycles biologiques des espèces à conserver
- Eviter le curage

Accord dans la salle : ce n'est pas seulement une recommandation, mais certains points font également partie de la réglementation (loi sur l'eau)

- ❑ **Mesure : Protéger les ruisseaux pour l'Ecrevisse à pattes blanches (mise en défend)**

Christophe GARRONE : les menaces sur l'écrevisse sont plutôt liées à l'assèchement des cours d'eau.

Réponse : il est souhaitable aussi de rajouter un travail de sensibilisation des communes concernées par la présence de l'écrevisse.

Olivier BONNEFOUS : la sensibilisation c'est bien, avec une plaquette d'information sur l'espèce, sans pour autant donner les lieux où elle se trouve.

Olivier BONNEFOUS et Christophe GARRONE : l'information doit insister sur le besoin de la ressource en eau. La présence des populations d'écrevisses sont liées aux écoulements.

B5. Lutter contre les espèces aquatiques et terrestres exogènes à caractère envahissant

Pas de remarques particulières

B6. Gérer de manière durable les peuplements forestiers en tenant compte des espèces associées à ces milieux

Pas de remarques particulières

B7. Maintenir et développer des milieux ouverts

Jean-Pierre JOURTAU : il est important de localiser les zones à enjeux pour maintenir les milieux ouverts.

B8. Maintenir et développer un réseau de gîtes pour les chauves-souris

Pas de remarques particulières

B9. Maintenir et développer des corridors de déplacement autour des gîtes des chauves-souris

Pas de remarques particulières

B10. Concilier les aménagements avec les enjeux écologiques du site

- ❑ **Mesure : Adapter les travaux et aménagements (en rivière, en forêt, en milieux ouverts, dans les gîtes à chauves-souris, ...)**

Cette recommandation est plutôt liée à une étude d'incidence. Il ne sert à rien de la préciser ici.

Modification de la mesure :

- ✓ mesure supprimée

❑ **Mesure : Résorption des seuils obsolètes**

Accord dans la salle : ces seuils à résorber pour restaurer la continuité écologique ne doivent pas présenter d'autres enjeux (parfois, ils sont favorables à certains habitats par exemple).

Modification de la mesure :

- ✓ *Résorption des seuils obsolètes (ceux qui sont hors d'usage, seulement si leur résorption n'engendre pas de problème hydraulique et si cela permet d'améliorer la biodiversité)*

B11. Concilier la fréquentation liée aux activités de loisirs et touristiques avec les habitats d'espèces et d'intérêt communautaire

Pas de remarques particulières

B12. Sauvegarder et développer des corridors biologiques

Pas de remarques particulières

Rappel du planning :

- Avril / Juin : réunions de concertation sur les actions du DOCOB (TOME2).
- Suite aux discussions, ces mesures seront ensuite accompagnées d'un cahier des charges (format national) que l'opérateur est chargé de rédiger et d'intégrer dans le TOME 2.
- septembre : instruction du Tome 2 par les services de l'Etat (Départementaux et Régionaux) et par le Conseil Scientifique Régional pour le Patrimoine Naturel
- envoi aux membres des groupes de travail de l'ensemble des cahiers des charges définis suite aux actions
- Novembre : Comité de Pilotage réuni pour validation du DOCOB
- Validation du DOCOB par le Préfet .Prise d'un arrêté .
- Animation du site (mise en place des actions) prévue pour l'année 2012.

12h00 - Fin de la séance